

L'idée européenne après-guerre et les premiers mouvements européens (1945-1949) – Texte intégral

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_idee_europeenne_apres_guerre_et_les_premiers_mouvements_europeens_1945_1949_texte_integral-fr-7c2e4685-2c94-4e14-a2ef-d23fc47145b8.html



Date de dernière mise à jour: 04/08/2016

L'idée européenne après-guerre et les premiers mouvements européens (1945-1949) – Texte intégral

Tables des matières

Introduction

I. La Résistance et l'idée européenne face au nouvel ordre européen des Nazis

II. L'influence de la culture chrétienne

III. L'impact du discours de Zurich

IV. L'émergence des mouvements pro-européens

A. L'Union européenne des fédéralistes (UEF)

B. L'Europe unie des socialistes et le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE)

C. Les Nouvelles équipes internationales (NEI)

D. La Ligue européenne de coopération économique (LECE)

V. Les premiers congrès fédéralistes

A. Le congrès de l'Union européenne des fédéralistes à Montreux (27 au 31 août 1947)

B. Le congrès de l'Union parlementaire européenne à Gstaad (8 au 10 septembre 1947)

C. Le Congrès de l'Europe à La Haye (7 au 10 mai 1948)

VI. Le Mouvement européen

Introduction

Le bilan de la Seconde Guerre mondiale est très lourd pour l'Europe. Les pertes humaines sont dramatiques et la découverte des atrocités perpétrées par le régime nazi bouleverse les populations. De nombreuses économies européennes sont en ruine: infrastructures industrielles et agricoles détruites, villes rasées par les bombardements, moyens de communication endommagés, pénurie de vivres...

Rapidement reléguée au second plan sur la scène internationale par les deux nouvelles superpuissances que sont les États-Unis et l'Union soviétique, l'Europe occidentale prend alors conscience que son salut passe par les chemins de l'unité et par la mise en commun, fût-ce avec le soutien financier, matériel ou militaire des Américains, de ses ressources économiques et par la création d'institutions communes et efficaces.

Face à la montée en puissance des États-Unis et de l'Union soviétique et à leur rivalité grandissante, trois questions essentielles se posent aux peuples européens épuisés par le conflit. La première interrogation est économique: comment réparer les dommages matériels et restaurer l'activité économique sur le vieux continent? La deuxième est politique: comment définitivement empêcher le retour d'un conflit qui a mis l'Europe et le monde à feu et à sang? La troisième question est d'ordre culturel: comment assurer la survie et la renaissance de la civilisation européenne face aux menaces croissantes que semblent constituer le clivage idéologique et l'opposition entre les blocs vainqueurs américain et soviétique? L'Europe occidentale espère, grâce au rassemblement des peuples européens, retrouver sa place sur l'échiquier international.

Les mouvements pro-européens, dont certains sont issus de la Résistance, entrent alors en action et militent activement en faveur de l'unification européenne. L'idéal d'unité européenne, déjà popularisé par certaines élites dans la période de l'entre-deux-guerres, se répand donc rapidement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Des milliers de jeunes rêvent d'une Europe unie, parfois même d'un monde unifié et pacifique. Alors que la reconstruction est une priorité immédiate de l'après-guerre, nombreux sont ceux qui prônent l'établissement d'une entité européenne autonome. Afin d'éviter le partage du monde en deux blocs antagonistes et la guerre qui ne manquerait pas d'en résulter, la constitution d'un troisième pôle européen paraît en effet indispensable. Dans ce contexte, des voix se font entendre pour réclamer la neutralité des pays occidentaux face au matérialisme américain et au totalitarisme soviétique. Mais le thème du non-alignement, de plus en plus difficilement applicable au fur et à mesure que la Guerre froide s'intensifie, n'est bientôt plus défendu que par les mouvements pacifistes et internationalistes.

En ce qui concerne la forme et les modalités d'unification de l'Europe, les idées divergent souvent en fonction des familles politiques et idéologiques. Tandis que les uns favorisent une fédération dirigée par une autorité fédérale, voire un gouvernement européen, d'autres privilégient par contre une simple association d'États souverains.

Conscients de la nécessité de promouvoir l'idéal européen dans le monde politique et auprès du grand public, divers partisans de l'unité fédérale européenne fondent, en 1946, l'Union européenne des fédéralistes (UEF) qui regroupe une cinquantaine de mouvements fédéralistes. Au sein des parlements nationaux, en particulier des parlements néerlandais, belge, français et italien, les partisans du fédéralisme gagnent progressivement en importance.

En 1947, Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur de l'Union paneuropéenne au début des années vingt, décide de réunir ces parlementaires dans l'Union parlementaire européenne (UPE). Mieux organisés, les parlementaires peuvent ainsi faire pression sur les gouvernements nationaux.

De nombreux congrès internationaux (Montreux, Gstaad, La Haye...) sont également organisés pour faire aboutir l'idée d'unité européenne. Ainsi, compte tenu du succès rencontré par le congrès de La Haye en mai 1948, le comité international de coordination des mouvements européens qui l'avait organisé décide de pousser l'expérience plus loin et se transforme en octobre 1948 en Mouvement européen (ME). L'appui des opinions publiques pour construire une Europe unie devient dès lors primordial.

I. La Résistance et l'idée européenne face au nouvel ordre européen des Nazis

Si, à partir de 1945, les mouvements pro-européens et les militants fédéralistes entrent en action et mènent une propagande active en faveur de l'unification européenne, il faut cependant d'abord mettre en lumière le rôle joué par la Résistance dans la promotion de l'idée européenne pendant la Seconde Guerre mondiale et voir comment les Nazis ont voulu établir un nouvel ordre européen.

Dès le début du conflit, les rapides victoires militaires allemandes sur les démocraties continentales européennes alimentent une intense propagande en faveur du thème de l'Europe allemande. Le Reich veut en effet organiser ses nouvelles conquêtes territoriales et prétend, pour ce faire, vouloir construire une Europe unie, une *Europäische Wirtschaftsgemeinschaft* qui mettrait définitivement fin aux antagonismes nationaux traditionnels. L'Allemagne hitlérienne n'hésite pas alors à se présenter comme le champion de l'unification européenne et de l'ordre nouveau continental.

La propagande officielle exalte d'ailleurs les valeurs de la civilisation occidentale qu'elle prétend défendre face au bolchevisme et à l'impérialisme anglo-saxon. Mais les stratèges nazis prévoient une réorganisation du continent sous la forme d'un grand espace économique et commercial européen entièrement placé au service de l'économie allemande. Les géopoliticiens allemands souhaitent notamment faire des plaines fertiles d'Europe centrale le grenier alimentaire du Reich et pensent parfois à une germanisation forcée des populations asservies. En réalité, les Nazis tablent leurs projets sur l'existence d'une race allemande à laquelle appartiendraient, outre les Allemands, les Alsaciens, les Autrichiens, les Luxembourgeois et les Suisses germaniques mais aussi tous les *Volksdeutschen* qui, en Europe, ont pu avoir des ascendants allemands même s'ils ont perdu par la suite tout contact avec leur culture d'origine. Viendraient alors s'agréger à ce premier ensemble les populations parentes jugées germaniques et facilement assimilables tels que les Scandinaves, les Flamands et les Néerlandais.

Face à ces populations et à celles des pays alliés et satellites (Croatie, Slovaquie, Hongrie, Roumanie et Italie), les Slaves de Pologne, des Pays baltes et de l'Union soviétique sont présentés comme des «sous-hommes» que le Reich peut éliminer ou déplacer et asservir selon ses besoins. Les Juifs et les Tsiganes, considérés comme apatrides, sont quant à eux condamnés à être exterminés. Ainsi l'Allemagne nazie entrevoit-elle la constitution de l'espace vital du Reich entièrement contrôlé par une race germanique réunie et purifiée grâce à la sélection méthodique opérée par des experts raciaux. Les stratèges allemands envisagent

également de réunir l'Europe unie et les colonies africaines des États vaincus en une Eurafrique autarcique et contrôlée par les puissances fascistes de l'Axe – l'Allemagne et l'Italie – et leurs pays satellites.

Ces discours sur l'Europe nouvelle, au-delà des raisons d'opportunisme économique immédiat, permettent aux responsables allemands de gagner la confiance de certains collaborateurs dans les pays européens vaincus et occupés. Ainsi, en 1941, est organisée à Paris une grande exposition intitulée «La France européenne» qui vante le slogan d'une France forte dans une Europe forte. Accueillant plus de 600 000 visiteurs, l'exposition fait admirer les richesses agricoles du pays pour mieux situer son rôle dans l'Europe nouvelle sous direction allemande. Cette manifestation est suivie d'autres expositions itinérantes, dont celle sur «Le bolchevisme contre l'Europe» qui montre la croisade engagée par le Reich et ses alliés contre le communisme et pour une Europe unie. Après la guerre, les mouvements communistes sauront habilement tirer profit de cette conception nazie de l'Europe et de la collaboration pour discréditer l'idéal européen qu'ils jugent réactionnaire.

Le nouvel ordre européen et raciste propagé pendant la guerre par les Nazis n'a pas découragé les partisans de l'unification européenne. Tout au contraire, certains groupes de résistance, initialement inspirés par des sentiments patriotiques, ont été peu à peu contraints à penser davantage à l'échelle européenne. Ils croient plus que jamais à la nécessité de la construction d'une Europe démocratique. C'est ainsi que les militants antifascistes et fédéralistes Altiero Spinelli et Ernesto Rossi rédigent leur manifeste pour une Europe libre et unie. Écrit à Ventotene, petite île de la mer Tyrrhénienne où ils sont placés en résidence surveillée, le Manifeste est diffusé clandestinement dès l'été 1941. Dans ce texte fondateur, Spinelli compare l'union de l'Europe au processus de formation d'un État. Il conçoit la fédération européenne comme un pilier de la paix mondiale. En 1943, Spinelli fondera à Milan le Mouvement fédéraliste européen italien.

À la fin de l'année 1942, le cours du conflit se modifie de plus en plus au profit des Alliés. La débâcle allemande en Russie et l'entrée en guerre des États-Unis (décembre 1941) contre les forces de l'Axe renversent en effet le cours des événements et renforcent la confiance des Alliés dans la victoire finale. Les milieux gouvernementaux en exil, sentant la défaite allemande prochaine, s'intéressent alors plus concrètement à leur avenir dans le cadre d'une réorganisation du monde de l'après-guerre. Or les grandes puissances mondiales occupent désormais seules la scène internationale dont les petits États européens se sentent effectivement exclus. Ces derniers s'inquiètent vivement des projets américains de simplification de la carte géopolitique de l'Europe. Ces plans prévoient notamment la suppression des petits pays considérés comme autant de facteurs d'instabilité internationale. Des experts financiers américains et britanniques examinent aussi les possibilités de mise en place d'un nouveau système monétaire international et de relance du commerce mondial sous conduite anglo-américaine.

Les petits pays, qui n'entendent nullement abdiquer leur souveraineté, intensifient aussitôt leurs contacts et développent des projets d'ententes et de groupements régionaux afin de mieux défendre leurs intérêts dans la nouvelle économie internationale et dans le cadre de l'ONU. Le combat pour le droit des petites nations devient un objectif de la politique étrangère de ces pays. Au cours de l'hiver 1942-1943, le général polonais W. Sikorski propose un plan d'ensemble de fédérations régionales européennes. Une union économique regroupant les pays bordant l'Atlantique Nord est également à l'étude. Mais la seule réalisation concrète au cours de cette période est la création d'une union douanière entre la Belgique, les Pays-Bas

et le Luxembourg au lendemain de la guerre. L'accord monétaire Benelux est signé le 21 octobre 1943 à Londres. Il détermine un taux de change fixe entre le franc belge et le florin et définit un mécanisme de clearing bilatéral. La convention douanière belgo-néerlando-luxembourgeoise est signée le 5 septembre 1944. Elle instaure une communauté tarifaire et prévoit, à terme, la création d'une union économique entre les trois pays.

Dans le même temps, des contacts transnationaux entre différents mouvements de résistance sont formellement établis et aboutissent le 20 mai 1944 à l'adoption à Genève d'un Manifeste de la Résistance européenne. Dans cette déclaration antifasciste, qui porte notamment la signature de Léon Blum, du pasteur Willem Visser 't Hooft et d'Altiero Spinelli, les mouvements résistants réclament la création d'une union fédérale entre les peuples européens. Le texte déclare que les buts de la Résistance ne peuvent être atteints que si tous les pays s'accordent à dépasser le dogme de la souveraineté absolue des États et acceptent de s'intégrer dans une organisation fédérale, seule capable d'assurer la participation pacifique du peuple allemand à la vie européenne. Le manifeste plaide aussi pour l'établissement d'un gouvernement responsable envers les peuples des pays membres de la fédération, d'une armée placée sous les ordres de ce gouvernement fédéral et excluant toute armée nationale et d'un tribunal suprême compétent pour juger les questions relatives à l'interprétation de la Constitution fédérale et pour trancher les différends éventuels entre les États membres de la fédération. La déclaration de Genève réclame enfin la réalisation de valeurs universelles comme la démocratie, la justice sociale et le respect des droits de l'homme. Un comité provisoire pour la fédération européenne est également mis sur pied pour servir de bureau de liaison. Le 7 juillet 1944, les participants à la conférence internationale de Genève approuvent un nouveau projet de déclaration des résistants européens qui, diffusé clandestinement, suscite majoritairement l'adhésion. À Londres, des intellectuels et des responsables politiques en exil songent aussi à l'Europe future et échauffent divers projets de fédération européenne.

II. L'influence de la culture chrétienne

Certains milieux démocrates-chrétiens se sont préoccupés bien avant de la guerre de l'unité européenne. Certains leaders regrettent notamment la disparition de l'unité spirituelle de l'Europe telle qu'elle semblait exister au Moyen Âge. D'autres ont d'ailleurs milité dans des mouvements pro-européens dès les années vingt. Ainsi l'intellectuel et publiciste autrichien Richard Coudenhove-Kalergi, créateur de l'Union paneuropéenne en 1923, a-t-il mobilisé les élites intellectuelles et politiques du continent en faveur de la construction européenne. Se plaçant volontairement au-dessus des clivages partisans, il a présenté dès 1930 un projet de pacte paneuropéen et créé le mouvement Paneuropa qui regroupe aussitôt bon nombre d'hommes politiques conservateurs, libéraux et démocrates-chrétiens de nombreux pays européens. Ce prédécesseur ne manque pas d'inspirer les fédéralistes d'après-guerre.

Au lendemain de la guerre, les milieux conservateurs se sentent désemparés. Alors que beaucoup de démocrates-chrétiens se sont battus dans la Résistance, certains catholiques se sont par contre montrés parfois extrêmement indulgents envers les régimes fascistes forts en Italie, en Autriche ou en Slovaquie. Certains se sont même fourvoyés dans la collaboration avec l'occupant allemand. D'ailleurs, si les combats de la Résistance ont pu contribuer à faire naître un sentiment puissant de la solidarité européenne et des racines communes chrétiennes de la civilisation occidentale face à la barbarie nazie, ils n'ont pas pour autant systématiquement conduit à envisager la constitution d'une entité politique européenne

supranationale pour l'après-guerre.

La stratégie internationale du Vatican à la sortie de la guerre consiste avant tout à défendre systématiquement la civilisation chrétienne occidentale devant la poussée du communisme. L'Église catholique approuve toutefois l'idée fédéraliste européenne à condition qu'elle ne véhicule pas d'idées subversives. Pourtant, le 11 novembre 1948, le Pape Pie XII – Romain pétri de culture allemande - exprime sa crainte d'une décadence morale et spirituelle de l'Europe et manifeste officiellement sa sympathie pour le Mouvement fédéraliste. Mais son soutien à la cause européenne passe aussi par une idéalisation du Moyen Âge chrétien, comme en témoigne l'exaltation de Saint Benoît qui est élevé au rang des «pères de l'Europe» en 1947 à l'occasion du quatorzième centenaire de sa naissance. Pie XII envoie également un représentant personnel au congrès européen de La Haye en mai 1948. Les catholiques soutiennent en effet l'unification européenne pour des raisons économiques, politiques et militaires. Le monde catholique rural et les conservateurs sont pourtant réservés devant l'abandon trop hâtif des prérogatives de souveraineté. La menace croissante de l'expansion du communisme conforte les démocrates-chrétiens dans leur opinion que seule une Europe unie et renforcée dans une entente atlantique est capable de résister aux ambitions soviétiques. Cette aspiration est confirmée par la politique pro-européenne menée par des hommes d'État chrétiens (R. Schuman, K. Adenauer, A. De Gasperi, J. Bech, P. van Zeeland, J. Luns) et qui est d'ailleurs à l'origine de l'expression d'«Europe vaticane» employée par certains de leurs adversaires politiques.

III. L'impact du discours de Zurich

Après la défaite des conservateurs aux élections anglaises de 1945, Winston Churchill, ancien Premier ministre et héros du conflit qui vient de se terminer, se mue en chantre de la réconciliation franco-allemande. En tant que leader de l'opposition, il fait de l'Europe unie son principal cheval de bataille en politique étrangère. Au cours de ses voyages en Europe et en Amérique, il expose à plusieurs reprises ses vues sur l'avenir de l'Europe. Le 19 septembre 1946, il prononce à l'université de Zurich un discours sur l'unité européenne qui fait sensation. Churchill est en effet le premier, parmi les hommes politiques de premier plan, à prendre parti dans un débat où s'opposent jusqu'alors quelques activistes de manière assez confidentielle. Momentanément dégagé de toute contingence électorale, Churchill destine avant tout son discours aux leaders internationaux.

Dans son intervention, Churchill répète des idées connues depuis longtemps mais auxquelles il donne cette fois un impact sans précédent. En prônant le rapprochement franco-allemand et en proposant «une sorte d'États-Unis d'Europe», mais sans y associer la Grande-Bretagne, Churchill dresse le tableau d'une future fédération de l'Europe occidentale non-communiste. Il se déclare ainsi favorable à une troisième voie européenne susceptible de trouver sa place entre les États-Unis et l'Union soviétique. Il prône aussi la création d'un Conseil de l'Europe.

Le discours prononcé par Winston Churchill à Zurich peut être considéré comme le véritable point de départ du mouvement d'opinion en faveur de l'Europe unie d'après-guerre. Car dans le même temps, diverses associations militantes sont en train de se former en Europe et elles profitent directement de l'écho du discours de Zurich pour sortir de leur isolement médiatique.

IV. L'émergence des mouvements pro-européens

En 1945, lors de la création de l'Organisation des Nations unies (ONU), l'idée d'un fédéralisme mondial se popularise en Amérique et en Europe. Le profond désir de paix unit en effet les peuples et anime certaines élites nationales. Le Mouvement fédéraliste mondial préconise l'établissement d'une citoyenneté universelle et d'une union de toutes les démocraties. Il s'oppose en cela aux fédéralistes européens qui appellent de leurs vœux la création d'une fédération régionale ouest-européenne, sans pour autant rejeter la perspective mondialiste à plus long terme. Pour les adeptes du fédéralisme intégral, une fédération d'États doit également s'accompagner d'une transformation radicale des structures économiques, sociales et culturelles. Les fédéralistes veulent mettre en place une structure gouvernée par le «principe de la subsidiarité», dévoluant aux régions et aux institutions fédérales les compétences qui ne peuvent pas être exercées légitimement et plus efficacement au niveau national.

Les mouvements pro-européens et militants fédéralistes mènent une propagande de plus en plus active en faveur de l'unification européenne. Proches des milieux économiques, affichant une tendance politique particulière ou désireux, au contraire, de mobiliser l'ensemble de l'opinion publique, ces mouvements, dont certains sont issus de la Résistance, constituent le 20 juillet 1947 à Paris le comité de liaison des mouvements pour l'unité européenne. Il rassemble la Ligue indépendante de coopération européenne (LICE) de l'ancien Premier ministre belge Paul van Zeeland, l'Union européenne des fédéralistes (UEF) du néerlandais Henri Brugmans et l'*United Europe Movement* (UEM) de Winston Churchill. Mais les différences idéologiques et les querelles de personnes rendent vite la tâche difficile. C'est ce qui explique que, les 10 et 11 novembre 1947 à Paris, le comité de liaison fait place à un Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne (CICMUE), dont le siège sera à Londres.

A. L'Union européenne des fédéralistes (UEF)

L'Union européenne des fédéralistes (UEF) est officiellement créée les 15-16 décembre 1946 au siège parisien du mouvement français «La Fédération». L'UEF coordonne immédiatement l'action d'une cinquantaine de mouvements fédéralistes nationaux déjà organisés: *Europeesche Actie*, *Europa Union*, *Federal Union*, *Movimento federalista europeo*,... Parmi les personnalités les plus en vue figurent notamment Henry Frenay, Eugen Kogon, Henri Brugmans, Alexandre Marc et Altiero Spinelli. L'UEF rassemble rapidement près de 100 000 membres. Mais dès les années 1947-1949, une opposition idéologique grandissante divise le mouvement. Fidèles à la théorie de la société fédérale, les fédéralistes intégraux estiment en effet nécessaire d'accompagner la création d'institutions européennes d'une réforme constitutionnelle allant dans le sens d'une plus grande décentralisation régionale et du corporatisme. En cela, ils s'opposent à ceux qui refusent de voir le mouvement se transformer en parti et cherchent avant tout à modifier l'opinion publique pour exercer une pression efficace sur les parlements et les gouvernements nationaux.

L'UEF lance aussitôt diverses campagnes populaires en faveur d'une assemblée constituante mandatée pour rédiger un pacte d'union fédérale européenne. Mais l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), en août 1954, attise les clivages doctrinaires au sein du mouvement. Un courant possibiliste souhaite continuer la politique de sensibilisation populaire afin de contraindre les gouvernements à se dessaisir toujours plus de leur souveraineté. Une tendance maximaliste conteste au contraire la légitimité des gouvernements

nationaux et leur refuse sa confiance. Mis en minorité, les possibilistes quittent alors le mouvement et fondent l'Action européenne des fédéralistes (AEF) en novembre 1956. L'UEF devient à son tour le Mouvement fédéraliste européen (MFE). Par la suite, les fédéralistes réclament sans cesse l'approfondissement des Communautés européennes. Le développement des thèses gaullistes de coopération intergouvernementale au cours des années soixante conduit à la réunification de l'Union européenne des fédéralistes en décembre 1971.

B. L'Europe unie des socialistes et le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE)

Dès la Libération, les socialistes réactualisent les projets pour une Europe unie que beaucoup d'entre eux ont défendus dans la clandestinité ou même déjà en 1930 dans le sillage d'Aristide Briand et de son fameux plan d'union fédérale européenne. Mais les socialistes ne peuvent accepter que l'idée européenne se réduise à la restauration d'un occident médiéval chrétien. C'est ainsi qu'ils dénoncent le spectre d'une «Europe vaticane», c'est-à-dire d'un complot ourdi par le Saint-Siège avec la complicité des partis démocrates-chrétiens européens en vue de restaurer les fondements d'une Europe chrétienne sur le modèle du Saint-Empire romain-germanique médiéval. Ils sont par contre d'avis que seul le socialisme démocratique offre une alternative au capitalisme débridé et au communisme totalitaire afin de résoudre les immenses difficultés liées à la reconstruction économique, en suivant les principes de justice, de droit, de liberté et de dignité humaine. À leurs yeux, l'Europe unie offre en effet l'avantage de freiner efficacement l'expansion du fascisme et du communisme tout en assurant une paix durable en interposant une troisième force internationale crédible entre les États-Unis et l'URSS. Certains socialistes prônent une Europe unie socialiste qu'ils opposent à une Europe des intérêts du capitalisme privé sous influence américaine. D'autres sont plutôt d'avis qu'il faut travailler ensemble avec les différents courants d'idées fédéralistes et démocratiques.

Le Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe, présidé par André Philip, est né à Montrouge, près de Paris, en juin 1946 de la volonté de créer une Europe socialiste indépendante des États-Unis et de l'URSS. Il s'efforce de renouer avec l'ancienne tradition internationaliste des partis socialistes et son objectif initial est de parvenir à une planification socialiste d'une Europe unie. Mais après le début de la Guerre froide, cette attitude doctrinaire va peu à peu faire place à une approche plus coopérative qui conduit le mouvement à se consacrer davantage à la construction européenne. Celui-ci change d'ailleurs de dénomination en 1947 pour devenir le «Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe» (MSEUE) qui estime urgent de faire d'abord l'Europe avant de lutter pour qu'elle soit socialiste.

Ses animateurs vantent l'unification européenne mais ils ne peuvent concevoir l'Europe unie sans la présence allemande et sans la participation de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves, notamment parce qu'ils estiment ces pays davantage imprégnés de l'esprit socialiste que les Six de la «petite Europe». Sur le plan économique, le MSEUE réclame la planification des industries de base en Europe et celle des investissements en vue de permettre aux pays sous-développés d'Europe et d'outre-mer d'accéder au progrès économique.

Dans le contexte de la Guerre froide qui s'intensifie chaque jour un peu plus, la majorité des socialistes viennent à soutenir activement le plan Marshall d'assistance à l'Europe occidentale en 1947. L'installation de dictatures communistes en Europe orientale conduit finalement de nombreux socialistes à se distancer des positions doctrinaires et à militer pour une construction européenne ancrée dans l'alliance occidentale, même s'ils restent souvent divisés

sur la méthode à suivre et sur le degré de souveraineté qu'ils sont prêts à concéder.

C. Les Nouvelles équipes internationales (NEI)

Les Nouvelles équipes internationales (NEI), officiellement créées en juin 1947 à Chaudfontaine près de Liège, sont ouvertement d'inspiration démocrate-chrétienne. Elles sont marquées par des personnalités de premier plan comme Robert Schuman, Georges Bidault, Alcide De Gasperi ou Konrad Adenauer. Les NEI sont fondées sur l'initiative du républicain-populaire français Robert Bichet, rapidement secondé par le Belge Désiré Lamalle et le président du parti social-chrétien belge Auguste de Schryver. Elles sont une association d'individus assez souple et cherchent à constituer une Internationale des partis démocrates-chrétiens. Le mouvement se veut néanmoins accessible aux non-catholiques s'ils acceptent le fil conducteur de la démocratie sociale.

À l'origine, les NEI sont avant tout conçues comme un moyen de barrer la route au communisme et comme une réponse au Kominform créé par Staline dès octobre 1947 dans le but d'assurer un contact régulier entre les partis communistes européens. Cependant, la construction européenne apparaît rapidement aux NEI comme la meilleure solution pour défendre les valeurs chrétiennes de l'Europe occidentale face au bloc soviétique dans un contexte de Guerre froide. Les NEI insistent davantage sur l'aspect social que sur l'aspect économique de l'intégration européenne, fidèle en cela à la doctrine sociale chrétienne qui proclame en effet le primat de la personne humaine. Elles mènent une intense propagande auprès du public et notamment auprès des jeunes. En 1965, elles prendront le nom d'Union européenne des démocrates-chrétiens (UEDC).

D. La Ligue européenne de coopération économique (LECE)

La Ligue européenne de coopération économique (LECE) est un groupe d'étude et de pression européen d'inspiration libérale créé en automne 1946 sur l'initiative de l'ancien Premier ministre belge Paul van Zeeland et du Polonais Joseph Retinger. Leur intention est de créer un groupe transnational – baptisé dans un premier temps Ligue indépendante de coopération européenne (LICE) – composé de responsables économiques et politiques européens décidés à défendre les intérêts économiques du continent par l'établissement d'un marché commun européen.

La Ligue devient rapidement un mouvement d'industriels et de financiers européens sans pour autant se muer en un groupement patronal. Elle s'ouvre d'ailleurs progressivement aux milieux syndicaux. À de nombreuses reprises, elle sert de relais entre les cercles économiques européens et les milieux politiques et de la haute administration. N'étant pas un mouvement de masse, la LECE préfère confier ses dossiers à des experts et les défendre directement auprès des décideurs européens. Dès sa fondation, la LECE formule de nombreux projets qui concernent notamment l'intégration monétaire, l'organisation des transports, l'harmonisation des systèmes de sécurité sociale ou encore l'élaboration d'une politique énergétique européenne.

V. Les premiers congrès fédéralistes

À la fin des années quarante, les initiatives fédéralistes se multiplient en Europe. Plusieurs

congrès (Montreux, La Haye, Gstaad...) donnent un nouvel élan aux idées fédéralistes. De nombreux projets sont élaborés, à l'instar de la Constitution européenne imaginée par les fédéralistes Alexandre Marc et Altiero Spinelli. Ils conçoivent une Europe dans laquelle les États seraient représentés par un Sénat, tandis que l'Assemblée européenne, élue au suffrage universel, exercerait un pouvoir législatif et contrôlerait le gouvernement européen. La politique économique, la monnaie et la défense figurent dans les domaines de compétence qu'ils proposent de déléguer aux institutions fédérales, tandis que la santé, l'éducation et la culture resteraient aux mains des autorités nationales, voire régionales. Le 25 octobre 1948 voit la création du Mouvement européen qui, lors de sa session inaugurale en février 1949 à Bruxelles, plaide notamment pour l'adoption d'une charte européenne des droits de l'homme et adopte le statut d'une Cour européenne.

A. Le congrès de l'Union européenne des fédéralistes à Montreux (27 au 31 août 1947)

Les conceptions fédéralistes, qui visent la réduction de la souveraineté des États, sont débattues du 27 au 31 août 1947 à l'occasion du premier congrès de l'Union européenne des fédéralistes (UEF) qui a lieu à Montreux (Suisse). La participation de personnalités importantes et de nombreuses délégations montre l'intérêt porté aux idées des fédéralistes. Seize pays sont représentés à Montreux ainsi qu'une quarantaine de groupements militants. Le congrès de Montreux favorise également la réaffirmation du principe de fédéralisme régional face aux thèses mondialistes alors très en vogue. La motion de politique générale du congrès revendique la constitution d'un gouvernement fédéral européen. Les participants appellent aussi de leurs vœux la tenue d'une grande manifestation réunissant les forces vives de l'Europe. Ce sera, moins d'un an plus tard, le congrès de La Haye.

B. Le congrès de l'Union parlementaire européenne à Gstaad (8 au 10 septembre 1947)

La volonté de transposer les conceptions fédéralistes dans la réalité incite certains députés à créer des groupes pro-européens au sein des parlements nationaux. Ainsi, en février 1947, des députés britanniques créent le *Federalist Group of the House of Commons*. Trois mois plus tard, Winston Churchill prend la tête du *United Europe Movement* qui regroupe des responsables politiques et des hommes d'affaires anglais qui prônent une confédération européenne assez souple sur le modèle du Commonwealth britannique. Le 19 juin 1947, les députés français, sur l'initiative de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), créent à leur tour le Groupe parlementaire fédéraliste français. La Grèce, l'Italie, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas emboîtent le pas.

En juillet 1947, une première conférence réunit à Gstaad, en Suisse, ces groupes parlementaires pro-européens sous la dénomination d'Union parlementaire européenne (UPE). Cette manifestation fait suite à une initiative du comte Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur et animateur charismatique de l'Union paneuropéenne dans la période de l'entre-deux-guerres. Dès octobre 1946, il a adressé à plus de quatre mille parlementaires d'Europe occidentale un questionnaire relatif à l'établissement d'une fédération européenne dans le cadre des Nations unies. Il récolte de nombreuses réponses positives, ce qui le conduit à envisager rapidement la constitution dans chaque chambre d'un comité parlementaire interpartis chargé de désigner un Congrès européen qui puisse préfigurer un véritable Conseil

de l'Europe que Coudenhove réclame d'ailleurs depuis près de trente ans.

Du 8 au 10 septembre 1947, Richard Coudenhove-Kalergi organise de nouveau à Gstaad le premier congrès de l'UPE. Cent quatorze députés et sénateurs européens venus de dix pays débattent des moyens les plus efficaces pour promouvoir le fédéralisme européen. Ils décident d'agir par le biais de groupes parlementaires fédéralistes et d'élaborer un projet de constitution européenne à caractère fédéral ou confédéral comprenant un pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, avec une monnaie européenne commune.

C. Le Congrès de l'Europe à La Haye (7 au 10 mai 1948)

Du 7 au 10 mai 1948 se tient à La Haye un grand congrès international de l'Europe sous la présidence d'honneur de Winston Churchill. Le comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne y réunit près de 800 personnalités en provenance de la plupart des pays d'Europe occidentale: hommes politiques (parlementaires et ministres), dirigeants patronaux et syndicaux, journalistes, intellectuels, etc. Dix-sept pays sont représentés et des observateurs d'Europe de l'Est et des États-Unis sont également dans l'assistance. Les plus importantes délégations viennent de France, de Grande-Bretagne, de Belgique, des Pays-Bas, d'Italie et d'Allemagne. Très ambitieux, le congrès poursuit trois objectifs: prouver l'existence dans tous les pays libres d'Europe d'un mouvement d'opinion en faveur de l'unité du continent, discuter les enjeux de son unité et proposer aux gouvernements des solutions pratiques, insuffler une vigueur nouvelle à la campagne internationale d'opinion.

Les séances plénières de ces «États généraux» européens sont notamment présidées par Anthony Eden et Paul van Zeeland. Les travaux se répartissent en trois commissions: économique et sociale, politique et culturelle. Au cours des débats, deux tendances idéologiques ne manquent pas de s'opposer: les Français, les Belges, les Italiens, les Néerlandais ainsi que la majorité des syndicalistes se montrent favorables aux thèses fédéralistes alors que les Britanniques et les Scandinaves se réclament unionistes et favorables à un rapprochement européen opéré par les gouvernements et les parlements.

La commission économique et sociale plaide pour une élimination progressive des restrictions quantitatives à l'échange des marchandises, une convertibilité des monnaies, la programmation des ressources, la mobilité de la main-d'œuvre, la coordination des politiques économiques et la promotion du plein emploi. La commission politique discute longuement de la mise sur pied d'une assemblée européenne élue au suffrage universel. Elle invite les États européens à mettre en commun une partie de leurs droits souverains et de leurs ressources et plaide pour une Europe unie ouverte à l'Allemagne. La commission culturelle réclame l'adoption d'une charte des droits fondamentaux et d'une Cour suprême, la création d'un centre européen de l'enfance, de la jeunesse et de la culture. Plusieurs vœux exprimés par le congrès de La Haye sont concrétisés dès les mois suivants: Centre européen de la culture (CEC), Collège d'Europe, Assemblée du Conseil de l'Europe et Convention européenne des droits de l'homme.

VI. Le Mouvement européen

Compte tenu du succès rencontré par le congrès de La Haye, le Comité international de

coordination des mouvements européens qui l'avait organisé décide de pousser l'expérience plus loin et se transforme le 25 octobre 1948 en Mouvement européen (ME). Il vise à coordonner l'action des différentes organisations internationales déjà constituées et à les représenter auprès des gouvernements. Le ME est un organisme privé qui se constitue en vingt-six conseils nationaux, dont onze comités nationaux d'exilés d'Europe centrale et d'Espagne. Tous sont chapeautés par un conseil, un bureau exécutif et un secrétariat internationaux. Le ME se propose d'étudier les problèmes politiques, économiques, techniques et culturels posés par l'union de l'Europe mais aussi d'informer et de mobiliser l'opinion publique en faveur de la construction européenne. Ses premiers présidents d'honneur sont Léon Blum, Winston Churchill, Alcide De Gasperi, Paul-Henri Spaak, Robert Schuman, Richard Coudenhove-Kalergi et Konrad Adenauer.

Les six mouvements fondateurs sont la Ligue européenne de coopération économique (LECE), le Mouvement libéral pour l'Europe unie (MLEU), le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE), les Nouvelles équipes internationales (NEI), l'Union européenne des fédéralistes (UEF) et le Centre d'action fédéraliste (CAF). Viendront notamment s'y ajouter plus tard l'Union parlementaire européenne (UPE), l'Association européenne des enseignants (AEDE), l'Union européenne démocrate-chrétienne (UEDC), le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), l'Association des journalistes européens (AJE) ou encore la Fédération internationale des Maisons de l'Europe (FIME). Le Mouvement européen se dote rapidement d'un drapeau marqué d'un E vert sur fond blanc.

Très actif sur le plan doctrinal, le Mouvement européen organise de nombreuses manifestations thématiques. Du 25 au 28 février 1949, le premier congrès politique de Bruxelles définit les droits individuels, familiaux et sociaux susceptibles d'être juridiquement garantis par une charte européenne des droits de l'homme. Il examine également les procédures de désignation des délégués à l'Assemblée consultative européenne et adopte le statut d'une Cour européenne.

Deux mois plus tard, en avril 1949, la conférence économique de Westminster discute des questions monétaires et fixe les bases d'une future Union européenne des paiements. Favorables à la mise en pools des industries de base, les congressistes évoquent aussi la mise sur pied d'un Comité économique et social européen.

En décembre 1949, la conférence européenne de la culture de Lausanne donne naissance au Centre européen de la culture et au collège d'Europe de Bruges.

En juillet 1950, la conférence sociale de Rome élabore un projet relatif à l'harmonisation des systèmes sociaux européens et suggère la création d'un commissariat européen à la main-d'œuvre et à la population ainsi qu'un fonds européen pour la reconstruction et le développement. D'autres conférences internationales suivent qui examinent successivement l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe unie, les relations entre l'Europe en construction et le Commonwealth ou la situation des pays d'Europe centrale et orientale. Le ME mène une intense propagande, notamment à travers la campagne européenne de la jeunesse.

Pour faire entendre ses prises de position, le Mouvement européen international développe une propagande active auprès des responsables politiques, économiques, sociaux et culturels. Sans oublier l'opinion publique. Pour ce faire, il organise des débats publics et finance de très nombreuses publications dont la revue mensuelle *Nouvelles de l'Europe*. Aussi, en dépit des difficultés doctrinales, humaines et matérielles, le Mouvement européen constitue au début

des années cinquante une force morale importante qui permet à l'idée européenne de passer à l'étape des premières réalisations concrètes.